

# LE DEVOIR

Tout vient à point à qui sait tendre. (Gilbert Langevin)

VOL. XC - N° 156

MONTREAL, LE JEUDI 15 JUILLET 1999

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

## L'arme fatale

Le très sérieux Institut C.D. Howe pose un regard des plus lucides sur l'actuel système de transferts fédéraux aux provinces. Sans appel, le verdict est si tranchant qu'il fait en sorte qu'Ottawa, la capitale du meilleur pays du monde, n'aura d'autres choix que d'agir. Le gouvernement fédéral récupère trop d'argent et n'en redistribue pas assez. En outre, ce ne sont pas toujours les plus pauvres qui en sortent favorisés.

**M**ine de rien, C.D. Howe vient de déboulonner l'une des plus importantes statues du fédéralisme canadien: ses programmes de transferts et de péréquation. Dans sa plus récente étude, l'Institut attaque point par point les failles de ce système, qui est tout sauf transparent, sert mal les provinces et perpétue les iniquités entre elles. Ottawa perçoit près de 30 milliards annuellement par le truchement de la péréquation, du transfert social canadien et de l'assurance-emploi, mais il en redistribue moins du tiers, puisqu'une somme de près de 21 milliards retourne finalement dans les coffres des provinces d'origine.

Afin de rétablir cet édifice complexe et chancelant, la réforme proposée se base sur une approche interprovinciale, une notion depuis longtemps défendue au Québec par le Parti libéral. En ce sens, les recommandations de C.D. Howe poussent un cran plus loin sa critique de la désuétude du système actuel. L'Institut a en tête un programme beaucoup plus simple, basé sur le seul critère de l'impôt des particuliers. Les transferts s'effectueraient directement entre les provinces et Ottawa serait garant du programme. Et, de nuancer de manière pertinente C.D. Howe, ce nouvel arrangement sans transferts fédéraux ferait l'objet de négociations entre les provinces et comprendrait de véritables normes nationales, qui «n'ont pas besoin d'être des normes fédérales».

Le message est clair. Le gouvernement fédéral ne peut plus continuer à réviser le système actuel derrière des portes closes et en ignorant le rôle des provinces, leurs besoins et leurs attentes. Mais, même en empruntant la loupe interprovinciale, l'analyse de C.D. Howe ne cherche nullement à déstabiliser le système fédéral canadien ou à stimuler la critique provenant des différentes provinces. Au contraire, on souhaite améliorer cet «élément clé de la mécanique de la fédération qui mérite le temps et l'effort nécessaires d'étudier les solutions [...] qui s'assureront que le Canada continue d'être une fédération modèle aux yeux du reste du monde».

En initiant une démarche de concertation auprès de ses homologues provinciaux et en en faisant l'un des enjeux fondamentaux de la 40<sup>e</sup> Conférence annuelle des premiers ministres, en août à Québec, Lucien Bouchard fait taire l'une des critiques les mieux senties de l'opposition officielle sur le manque de leadership de son gouvernement au sein du Canada. M. Bouchard s'est attaqué la semaine dernière, à juste titre, comme le confirme C.D. Howe, à l'une des fiertés de jadis de la fédération canadienne, soudainement devenue son talon d'Achille.

Quand on est chef d'un parti souverainiste, toutefois, cet angle d'attaque peut rapidement devenir un couteau à deux tranchants. Quand M. Bouchard a marqué des points durant la campagne électorale en relançant le dossier de l'union sociale, il s'agissait d'une démarche à l'aveuglette ou, répondant à une question d'un journaliste, il avait précisé un échéancier et son rôle à jouer comme premier ministre québécois: la réussite de l'union sociale avant le référendum. Les stratèges péquistes n'y avaient d'ailleurs pas pensé, mais la population, on l'avait alors constaté, aime bien les leaders québécois qui donnent leur chance au Canada.

Maintenant, est-ce que M. Bouchard ira jusqu'à répéter ce qu'il avait déclaré lors de la campagne électorale à propos de l'union sociale? «Il faudra être un peu patient. Il faut donner une chance à la négociation qui s'engage avec le gouvernement fédéral comme nous le souhaitons, nous, chez les provinces. Il faudra négocier de bonne foi, donc se donner un peu de temps.»

En initiant le débat sur la fiscalité au Canada, M. Bouchard marque encore des points, mais sa sincérité risque d'être vite mise en doute par ses adversaires au Québec et hors Québec. À moins, encore une fois, que le premier ministre québécois veuille vraiment prendre le taureau de la fédération par les cornes et tenter de mener la corrida jusqu'au bout de la course. Entre la réussite possible de cette démarche et la survie du Canada ou son échec et la conclusion souverainiste qui pourrait s'imposer, le dilemme reste entier pour le chef du Parti québécois.

Il y a dans le système de transferts fédéraux actuel une vraie réforme à venir, un véritable combat à mener qui pèsera lourd dans la balance politique canadienne pendant des années sans doute. Le renouvellement du fédéralisme passe inévitablement par la révision du «qui paie quoi à qui», puisqu'à l'évidence le programme actuel s'avère l'un des pires ennemis de l'esprit fédératif.

MÉTÉO	
Montréal	Québec
Ennuagement suivi d'averses.	Ennuagement suivi d'averses.
Max: 29 Min: 17	Max: 26 Min: 16
Détails, page B 4	

INDEX			
Annonces.....	B 5	Le monde.....	A 5
Avis publics.....	B 4	Les sports.....	B 6
Culture.....	B 7	Montréal.....	A 3
Économie.....	B 2	Mots croisés.....	B 4
Éditorial.....	A 6	Politique.....	A 4
Horizons.....	B 1	Télévision.....	B 7
www.ledevoir.com			

HORIZONS

La chronique de Jean Dion: Et de six, page B 1



LE MONDE

Le régime iranien mobilise ses appuis, page A 5

LES ACTUALITÉS

Les niveaux des réservoirs d'Hydro baissent, page A 3



Réforme des structures du Mouvement Desjardins

## La méthode de Desjardins suscite de l'inquiétude

Le Mouvement Desjardins, qui étudie la possibilité de remplacer ses 12 fédérations par une fédération unique, fait appel à une firme de consultants externes pour l'aider à préparer un document sur les impacts de cette révision de structure. Mais l'exercice apparaît difficile. Plusieurs s'interrogent sur la place que prend la firme Caron Bélanger Ernst & Young dans les travaux de ce comité. Des déclarations récentes du cadre numéro un du Mouvement à ce sujet ont suscité l'étonnement et l'incrédulité.

CLAUDE TURCOTTE  
LE DEVOIR

Le comité de révision des structures (CRS) du Mouvement Desjardins, qui doit présenter son rapport en septembre, tel que demandé par le congrès spécial de mars dernier,

présentera-t-il un document davantage influencé par celui des cadres de Desjardins que par des consultants externes? «S'il y a un désaccord, c'est le point de vue de la firme qui prévaut de façon à garantir l'objectivité et l'indépendance la plus grande possible», répond Rénald Boucher, président et chef des opérations à la

Confédération des caisses Desjardins. M. Boucher a lui-même fourni cette réponse dans un petit feuillet diffusé à l'interne et qui traite spécifiquement des travaux en cours en ce qui concerne l'évaluation des

VOIR PAGE A 8: DESJARDINS



Mario Cloutier

**Ottawa ne peut plus réviser le système actuel en portes closes**

## Louise Arbour constate les horreurs de la guerre



IKOLA SOLIC REUTERS

LE PROCUREUR du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Louise Arbour, a visité hier un charnier dans le village de Celine, dans le sud du Kosovo, en compagnie d'inspecteurs de Scotland Yard. Mme Arbour a effectué une visite de deux jours dans la province albanophone de Serbie. Elle y a rencontré des responsables de l'OTAN et des Nations unies. Elle a également rencontré des survivants de la guerre civile dans un certain nombre de villages kosovars. Lire nos informations en page A 5.

## Denis Marleau et Normand Chaurette seront à Avignon pour l'an 2000

CHRISTIAN RIOUX  
LE DEVOIR À AVIGNON

Denis Marleau, directeur du Théâtre Ubu, sera de la programmation de la prochaine saison du Festival d'Avignon. Le metteur en scène québécois, qui avait ouvert le festival dans la prestigieuse cour du Palais des papes en 1997, sera donc de retour à Avignon l'année prochaine. Une année où la cité des papes a été désignée capitale culturelle

européenne à l'occasion du nouveau millénaire.

Après Wajdi Mouawad, invité de cette année (avec Littoral), Denis Marleau créera à Avignon *Le Petit Kochel*, une pièce de Normand Chaurette qui raconte la rencontre de quatre femmes à l'occasion d'un rituel. Kochel est celui qui a classifié les symphonies de Mozart et leur a

en même temps légué son nom (par exemple: Kochel 428). La pièce est un projet que caressent Denis Marleau et Normand Chaurette depuis un an et demi. Elle a été élaborée alors que Normand Chaurette travaillait en résidence au Théâtre Ubu, à Montréal. *Le Petit Kochel* mettra en scène



Denis Marleau

ne quatre comédiennes québécoises. Réalisée en coproduction avec des théâtres français, elle circulera ensuite dans toute la France et au Québec. À Avignon, la pièce pourrait être présentée dans la petite salle Benoit XII, sur l'avenue des Teinturiers. Une avenue où nous avons croisé Denis Marleau hier, alors qu'il butinait allégrement dans la programmation du festival.

VOIR PAGE A 8: MARLEAU

QUE SONT-ILS DEVENUS?

## Michèle Lalonde: La vie derrière soi

Elle a écrit des pièces de théâtre, des poèmes, des textes engagés, des spectacles. Mais Michèle Lalonde est surtout connue pour être l'auteure de *Speak White*, un texte repris et adapté bien souvent sans son consentement jusqu'à ce qu'elle en perde un peu le contrôle. Michèle Lalonde s'est effacée depuis quelques années, un peu amère et préoccupée par la protection de ses œuvres qui ont fait l'objet de pastiches. **A lire en page B 1**



Festival Juste pour rire

## Les deux similitudes

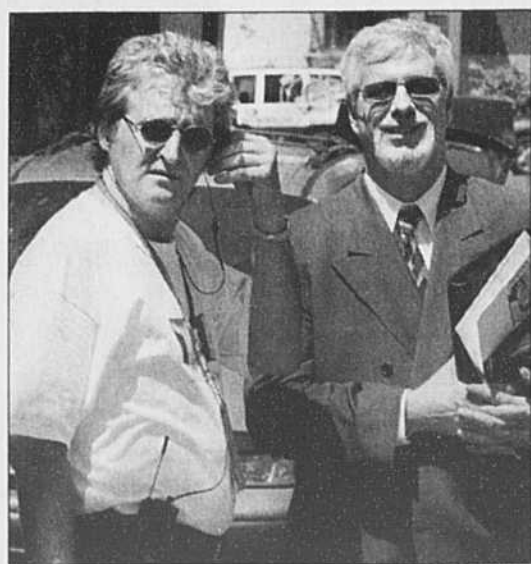
Le Festival Juste pour rire commence officiellement aujourd'hui. Pendant les dix prochains jours, Montréal redevient la Babylone du gag, en français comme en anglais. Car il y a aussi le Just for Laughs Festival, tout aussi populaire que l'autre. À propos, en quoi ces deux contenants des deux solitudes rapprochées renferment-ils des contenus différents? Y a-t-il une réelle différence entre l'humour canadien-anglais, américain, anglo-saxon et ce que proposent les petits rigolos francos?

STÉPHANE BAILLARGEON  
LE DEVOIR

Un festival peut en cacher un autre. On l'a dit, mais on le redit: le Festival Juste pour rire est un arbre qui cache la forêt du Just for Laughs Festival. Un gros arbre, certes, une sorte de baobab, avec des racines populaires bien implantées, des branches poussant dans toutes les directions,

vers les plus petites salles comme le Cabaret du Musée Juste pour rire jusqu'aux grands galas de l'humour, filmés puis rediffusés aux quatre coins de la Francophonie. Mais derrière, il y a donc cette autre version, en fait l'événement scénique anglo-montréalais le plus performant aux guichets avec environ 120 000 entrées par édition. Il faut aussi compter sur les immenses vedettes américaines et

VOIR PAGE A 8: JUSTE POUR RIRE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le président du Festival Juste pour rire, Gilbert Rozon, et le président du conseil d'administration, Pierre Marc Johnson, ont donné le coup d'envoi à l'événement, hier.

## ACTUALITÉS

## NÉGOCIATIONS

SUITE DE LA PAGE 1

On avait cependant appris, hier en fin de journée, que les négociateurs n'avaient pas encore épuisé les débats concernant les clauses normatives, c'est-à-dire celles qui concernent les conditions de travail. L'épineuse question des salaires, sur laquelle le gouvernement s'était toujours montré inflexible, restait donc à aborder en soirée.

Depuis le début des négociations, le gouvernement a toujours refusé d'offrir aux infirmières autre chose qu'une augmentation de 5 % sur trois ans, ce qui correspond aux offres faites à l'ensemble des employés du secteur public et parapublic. Les infirmières réclament une augmentation de 6 % sur deux ans, à laquelle s'ajouterait une troisième année ouverte dans la convention collective. Mais surtout, elles demandent un rattrapage salarial de l'ordre de 10 %, afin de rétablir la parité salariale avec des occupations qu'elles estiment semblables à la profession d'infirmière.

Le gouvernement a aussi toujours refusé, jusqu'ici, d'accorder d'emblée ce rattrapage. On avait toutefois offert aux infirmières de se livrer à une étude sur la «relativité salariale», afin d'établir s'il y a des inégalités à corriger, et d'offrir au besoin une compensation rétroactive à la date du début de l'étude.

Le protocole de retour au travail doit aussi faire partie de la négociation. Les grévistes et leurs syndicats sont passibles de diverses sanctions, dont des coupes dans les salaires, qui ont déjà commencé à être appliquées, et la perte d'une année d'ancienneté par jour de grève.

Du côté gouvernemental, Maurice Charlebois, du Conseil du trésor, agissait comme négociateur en chef. Il était accompagné de Marcel Gilbert, aussi du Conseil du trésor, de Gilles Gauthier, sous-ministre à la Santé, et de Jacques Paradis et Sylvie Desgagnés, tous deux membres du comité patronal. Pour les infirmières, Lina Bonamie et Chantal Boivin, membres de l'exécutif de la FIIQ, étaient accompagnées de deux collaborateurs, Thérèse Giroux et Richard Beaulé. Les représentants de la FIIQ demeuraient en contact téléphonique avec un comité de négociations composé de 11 membres, et aussi, naturellement, avec la présidente de la FIIQ, Jennie Skene.

Les 47 500 infirmières membres de la FIIQ ont déclenché une grève générale et illégale le 26 juin dernier pour protester contre le peu de progrès des négociations, entreprises il y a plus de 15 mois.

La trêve de deux jours aura permis, selon l'Association des hôpitaux du Québec, de faire entre 600 et 700 chirurgies d'un jour, qui avaient été interrompues presque en totalité depuis le début de la grève. Les établissements, prévoyant la reprise de la grève ce matin, n'avaient toutefois prévu aucune intervention nécessitant une hospitalisation.

## MARLEAU

SUITE DE LA PAGE 1

Le metteur en scène était visiblement ravi de revenir à Avignon avec une troisième production. «Le festival de l'an prochain sera un festival important, nous a-t-il dit. C'est un plaisir d'être pour l'an 2000. Surtout avec une pièce de Normand Chaurette. C'est vrai qu'Avignon est un festival qui a ses habitudes.»

Avec cette troisième pièce, Denis Marleau entre dans le club sélect des habitués d'Avignon. L'auteur Normand Chaurette aussi. En 1997, Denis Marleau avait inauguré le festival avec *Nathan le sage*, un drame classique d'un auteur allemand du XVIII<sup>e</sup> siècle, Gotthold Ephraïm Lessing, mettant en vedette Samy Frey, Villeneuve-Lez-Avignon, de l'autre côté du Rhône, avait aussi accueilli sa mise en scène du *Passage de l'Indiana*, de Normand Chaurette. La même année, sa mise en scène des *Trois Derniers jours de Fernando Pessoa*, une adaptation du livre d'Antonio Tabucchi, avait été jouée à Dijon.

Denis Marleau, qui passe la semaine à Avignon, n'y est pas que pour voir des pièces. Une première réunion de production est prévue le 18 juillet avec les organisateurs du festival.



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier électronique [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

## L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## Washington presse Ottawa de bloquer la vente d'un réacteur nucléaire à l'Iran

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les États-Unis ont reçu l'assurance du gouvernement canadien qu'il ferait tout pour empêcher la vente à l'Iran d'un réacteur du Centre canadien de fusion nucléaire de Varennes, a rapporté hier le quotidien *National Post*.

Des responsables canadiens s'affairaient à bloquer l'examen de la transaction et «ils trouveront une raison ou une autre» de la rejeter, a confié sous le couvert de l'anonymat un haut responsable américain.

Washington souhaitait être rassurée après avoir appris que le Centre canadien de fusion magnétique, une coentreprise gérée par Hydro-Québec, négociait la vente de sa technologie et de son réacteur tokamak à l'Iran, un Etat toujours considéré hostile aux États-Unis.

Il n'y a aucun risque que les Iraniens utilisent cette technologie pour fabriquer une bombe à hydrogène, estime pour sa part le directeur du CCFM, Réal Décoste, qui

presse Ottawa de faire fi des objections américaines.

«Quel mal y a-t-il à aider l'Iran? Nous avons une politique d'ouverture favorable à l'Iran, a-t-il dit. Pourquoi devrions-nous renoncer à nos politiques canadiennes au profit des politiques américaines?»

Le CCFM cherche à obtenir d'Ottawa un permis d'exportation nécessaire à la vente à l'Iran de toute technologie de pointe susceptible de comporter des applications militaires. La Commission de contrôle de l'énergie atomique se penche aussi sur le dossier.

Ottawa et Hydro-Québec ayant fermé les vannes du financement, le centre a dû se résoudre à démanteler ses installations et à se départir notamment de son réacteur tokamak.

Selon des sources citées par le *National Post*, bien que le réacteur et la technologie valent 50 millions de dollars, l'offre de l'Iran ne se situerait que dans «une fourchette de quelques millions», soit une fraction des 250 millions investis jusqu'ici par Ottawa et Hydro-Québec.

## La ville la plus folle du monde



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

MONTREAL devendra au cours des dix prochains jours la ville la plus folle du monde. Le Festival Juste pour rire a dévoilé hier une affiche de plus de 450 artistes originaires de 18 pays.

## JUSTE POUR RIRE

«Les Québécois sont de très bons humoristes américains»

SUITE DE LA PAGE 1

le bon millier d'agents d'artistes ou de producteurs de spectacles qui se pointent ici pour l'occasion.

Cela pour la forme. Et pour le fond? En quoi ces deux contenus renferment-ils des contenus différents? Y a-t-il une réelle différence entre l'humour canadien-anglais ou américain accueilli au Just For Laughs et ce que propose en français le Juste pour rire?

«L'humour est tellement subjectif qu'il me semble difficile de parler de niveau de qualité dans ce domaine», répond d'abord prudemment Andy Nulman, directeur général du Just For Laughs et du Juste pour rire, un poste d'observation pourtant privilégié. Lui-même plutôt rigolo, il voit des dizaines et des dizaines de shows/spectacles par année. Et quand on le force un peu, il ose affirmer «qu'il existe une plus grande différence entre les humeurs français et québécois qu'entre les humeurs québécois et canadien ou américain».

## Mike, Michel et Michel

Deux similitudes plutôt que deux solitudes, quoi. Pour bien se faire comprendre, il propose de considérer trois Mike/Michel: Michel Bougenat de France, Michel Barette du Québec et Mike MacDonald des États-Unis. «Les deux Michel sont plus éloignés l'un de l'autre alors que Michel Barette et Mike MacDonald se ressemblent finalement assez.»

D'accord, mais encore? Le directeur Nulman note une prédilection panaméricaine pour un type d'humour dit d'«observation», où le stand-up/petit comique juge le comportement de ses contemporains. «Je crois d'ailleurs que la conscience sociale est plus aiguë du côté francophone», ajoute-t-il. Il se désole par contre du fait que la critique politique ne soit plus autant en odeur de sainteté humoristique, en français comme en anglais, de ce côté-ci de l'Atlantique Nord. Il souhaiterait voir plus de spectacles de filles, de l'humour féminin et féministe, là encore dans les deux langues.

«L'humour francophone me semble plus visuel et plus physique, tandis que l'humour anglophone est peut-être plus sexuel», juge pour sa part le journaliste Bill Brownstein, qui suit les deux volets du festival depuis des années pour *The Gazette*. En même temps, il souligne qu'un humoriste comme Patrick Huard, qu'il aime beaucoup, peut se mesurer sans honte à ce qui se fait de mieux en Amérique. «Sauf dans ce cas, je vois rarement des trucs très vulgaires

dans les galas francophones. Du côté anglophone, par contre, même si la salle est bourrée de gens très respectables, je crois que les propos sont plus audacieux.» Brownstein, comme Nulman d'ailleurs, observe aussi que les Anglais font plus de place aux comiques de la marge, les gais, les lesbiennes, les travestis. Au Club Soda, le Just For Laughs ne présente à vrai dire que de ça. «C'est peut-être aussi un effet de la grande tradition américaine des clubs, des petites salles qu'on peut remplir de 200 personnes parfaitement ciblées», note le journaliste.

Nulman parle aussi de quelques divergences héritées des contraintes de production des spectacles. Les animateurs de galas francophones peuvent par exemple répéter leurs numéros de liaisons pendant des semaines, alors que les grandes vedettes américaines à la barre des galas anglophones, comme Jerry Springer, bientôt près de chez vous, ne consacrent parfois que trois heures de répétition à leur performance, souvent le jour même de la prestation. Mais ce sont des détails à ses yeux. «Les Québécois sont de très bons humoristes américains», résume le directeur Nulman en rigolant.

## Les deux mamelles

Cette idée de la profonde convergence des solitudes humoristiques a été parfaitement illustrée par l'exposition consacrée l'an dernier par le McCord aux caricaturistes Aislin (*The Gazette*) et Chapeau (maintenant à *La Presse*, anciennement au *Devoir*). «Nous voulions une confrontation Aislin-Chapeau, mais on n'a pas été capable de la faire», dit franchement Christian Vachon, conservateur de cette exposition qui a tenu l'affiche pendant une quinzaine de mois, jusqu'en novembre dernier. «C'est devenu impossible parce que l'un ne rit pas de la communauté de l'autre. En fait, à la base, au delà des différences de styles de dessins, l'humour est le même.»

M. Vachon s'y connaît. Il a passé six ans à cataloguer les quelque 20 000 caricatures canado-québécoises de la collection du musée, remontant jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il a particulièrement bien étudié les milliers de dessins humoristiques des deux amis caricaturistes. Il a observé quelques différences dans les choix de sujets, par exemple qu'Aislin avait une bonne quarantaine de Brian Mulroney alors que Chapeau ne l'avait portraituré que trois ou quatre fois, parce que sa tête de turc à lui, c'était plutôt Jean Chrétien. «Ce qu'on peut dire par contre, c'est qu'historiquement, et cela se vérifie encore, les caricaturistes anglophones s'intéressent davantage aux sujets pancanadiens et

## DESJARDINS

SUITE DE LA PAGE 1

impacts que suscitera la réforme des structures, soit le remplacement des 12 fédérations par une seule ou par quelques-unes. Si M. Boucher apporte une telle précision, dont l'importance est évidemment capitale, on peut en déduire que le ton monte à l'interne.

Connaissant la jalousie profonde manifestée traditionnellement par les caisses locales pour leur autonomie, on devine qu'une telle remarque de la part du cadre supérieur numéro un du Mouvement puisse susciter des réactions d'étonnement et d'incrédulité.

Cette firme externe qui participe aux travaux en tant que consultant est Caron Bélanger Ernst & Young (CBEY), et Alain Beaudry, associé principal, dirige l'équipe mise au service de Desjardins. En fait, MM. Beaudry et Boucher se retrouvent en quelque sorte face à face à la tête d'une équipe d'une vingtaine de personnes provenant en nombre égal de la firme et de Desjardins. Cette équipe est chargée d'alimenter le CRS en informations.

En mai dernier, CBEY a présenté son plan-maître au CRS. «Alain Beaudry nous a fortement impressionnés. Il faut dire que Beaudry et son équipe ont une solide connaissance de Desjardins. Rappelons que CBEY est notamment consultante auprès de la Rabobank aux Pays-Bas et de crédit unions canadiennes», déclare Pierre Tardif, qui, lui, est président du CRS et président de la Caisse populaire de Longueuil. Cette déclaration est extraite d'un premier feuillet distribué à l'interne, dans lequel on dit d'ailleurs que personne ne doit faire de déclaration à l'externe, sauf André Chapeau, directeur des communications à la Confédération et présentement en vacances, tout comme son grand patron, le président de Desjardins, Claude Bélard.

Puis, la semaine dernière, dans un second feuillet, M. Boucher a clairement établi la procédure: «Ca signifie que s'il y a un désaccord entre les ressources de Desjardins et celles de CBEY, c'est le point de vue de la firme qui prévaut vis-à-vis du comité.» Si un tel désaccord devait survenir, comment réagiront les 15 membres du comité présidé par M. Tardif, qui, semble-t-il, a déjà montré ses couleurs en admettant son admiration pour le plan proposé par le consultant externe?

En juin dernier, l'équipe Boucher-Beaudry a déposé une évaluation des coûts de fonctionnement actuels des organismes de deuxième et troisième niveaux, soit les fédérations et la confédération. En 1998, il s'est tenu 1311 réunions pour un coût évalué à 11 millions.

La prochaine étape en juillet et août sera cruciale. On présentera des études d'impact sur les deux scénarios considérés. Le CRS devra réfléchir sur un certain nombre de questions: quels services seront maintenus ou retranchés? De quel soutien les caisses auront-elles besoin, une fois complétés les regroupements de caisses? Quels services peuvent être impartis? Quels risques une telle transformation entraîne-t-elle sur les plans légal, financier et pour l'image du Mouvement?

M. Beaudry soutient pour sa part que l'étape des études d'impact est déterminante et les enjeux très importants. A son avis, c'est l'étape où l'on introduit des changements substantiels dans l'organisation.

Quoi qu'il en soit, le mandat du CRS prévoit qu'il doit remettre son rapport le 30 septembre prochain. La tâche est donc considérable et la pression très forte pour livrer le produit selon l'échéancier prévu.

M. Tardif est convaincu qu'il faut aller de l'avant: «C'est la survie même du Mouvement qui est en jeu. Personnellement, je suis convaincu que si on ne fait rien et rapidement, Desjardins risque de disparaître à plus ou moins long terme. Cela dit, une fois que nous serons en possession des analyses et que des chiffres seront sur la table, je suis confiant que tout le monde (employés, dirigeants et membres) sera persuadé de prendre le virage avec nous.»

## Vol d'un Rembrandt

Draguignan, France (AFP) — Un tableau du célèbre peintre hollandais Rembrandt, dont la valeur est estimée à environ 20 millions de FF, a été volé dans la nuit de mardi à hier au musée municipal de Draguignan (sud-est de la France), a-t-on appris de source policière. Le tableau, *L'Enfant à la bulle de savon*, est un modèle de petit format, a-t-on précisé. Selon la police, le musée dispose d'autres œuvres de valeur, dont une sculpture de Camille Claudel.